

TURQUIE

La croissance économique s'est essouffée en 2013, les turbulences sur les marchés financiers internationaux ayant conduit à une hausse des taux d'intérêt. L'octroi de crédit et la demande des ménages ont ralenti. La croissance des exportations s'est repliée, notamment en raison du déclin rapide des ventes d'or. Les tensions politiques ont entamé la confiance, provoquant des sorties de capitaux et contraignant la Banque centrale à relever fortement ses taux d'intérêt au début de 2014. La croissance devrait rester morose jusqu'à la mi-2015, tandis que le déficit de la balance courante demeurera très élevé.

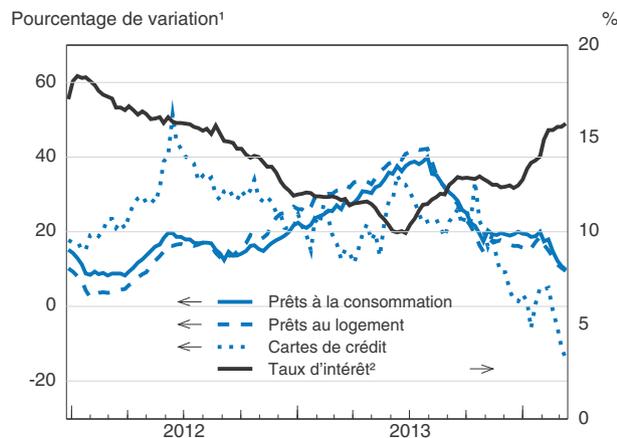
Il est essentiel de nourrir la confiance intérieure et extérieure. Les politiques monétaire, budgétaire et financière devraient rester prudentes. Il est recommandé d'accroître la transparence budgétaire grâce à un calendrier opportun d'établissement des comptes des administrations publiques et à la publication de rapports détaillés sur les activités des institutions quasi budgétaires. La désinflation est indispensable pour préserver l'essentiel des gains de compétitivité récemment obtenus et permettre à la Turquie de bénéficier davantage du redémarrage prévu des échanges internationaux. Accroître la part des investissements directs de l'étranger en améliorant les conditions offertes aux entreprises dans le secteur formel contribuerait à réduire la vulnérabilité extérieure.

La croissance s'est affaiblie en 2013

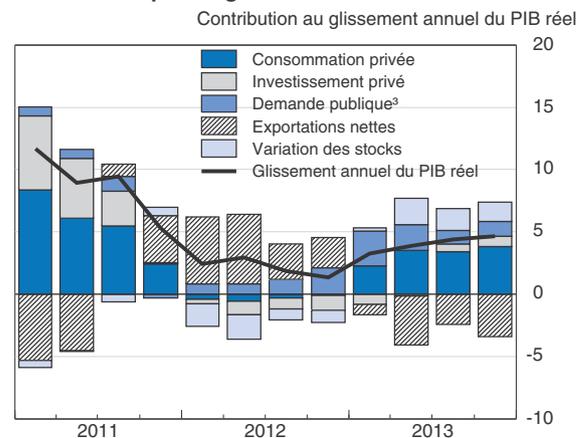
La croissance économique a perdu de l'élan en 2013, les turbulences sur les marchés financiers internationaux ayant eu un impact plus important sur la Turquie que sur les autres pays émergents. Dans un contexte de resserrement des conditions financières, la croissance du crédit s'est fortement ralentie. Toutefois, la progression de l'emploi étant demeurée ferme, la demande des ménages n'a fléchi que graduellement. Confrontés au creusement du déficit de la balance courante, les responsables ont modéré la relance induite par les dépenses publiques et, au dernier trimestre 2013, ils ont adopté de nouvelles mesures visant à

Turquie

La croissance du crédit a été freinée



Le rééquilibrage reste limité en 2013



1. Le taux de croissance annuel du stock de crédit est basé sur la moyenne mobile sur 13 semaines du taux de croissance hebdomadaire.
2. Taux d'intérêt aux prêts à la consommation.
3. Consommation et investissement du gouvernement.

Source : Banque centrale de la République de Turquie ; et Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 95.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933054151>

Turquie : **Demande, production et prix**

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
	Prix courants milliards de TRY	Pourcentages de variation, en volume (prix de 1998)				
PIB aux prix du marché	1 098.8	8.8	2.1	4.0	2.8	4.0
Consommation privée	787.8	7.7	-0.5	4.6	1.9	4.7
Consommation publique	157.5	4.7	6.1	5.9	5.6	4.3
Formation brute de capital fixe	207.8	18.0	-2.7	4.3	2.1	5.2
Demande intérieure finale	1 153.1	9.1	-0.1	4.8	2.5	4.7
Variation des stocks ¹	6.7	-0.1	-1.4	1.4	-0.4	-0.1
Demande intérieure totale	1 159.8	8.9	-1.4	6.1	2.1	4.7
Exportations de biens et services	233.0	7.9	16.3	0.1	7.9	8.1
Importations de biens et services	294.0	10.7	-0.4	8.5	2.7	9.7
Exportations nettes ¹	- 61.0	-1.2	4.0	-2.6	1.2	-1.0
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	8.6	6.9	5.9	8.5	6.6
Indice des prix à la consommation	—	6.5	8.9	7.5	8.0	6.5
Déflateur de la consommation privée	—	8.9	8.1	6.4	8.3	6.8
Taux de chômage	—	9.6	9.0	9.5	9.8	9.6
Balance des opérations courantes ²	—	-9.6	-6.1	-7.9	-6.6	-6.9

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 95.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933055842>

freiner l'utilisation des cartes de crédit. Les exportations ont stagné, le redémarrage des marchés d'exportation et les gains de compétitivité induits par la dépréciation de la livre turque ayant été contrebalancés par la forte contraction des exportations de l'or. De plus, les récentes tensions politiques ont entraîné une chute de la confiance des ménages et des prévisions des entreprises. Suite à la forte dépréciation de la livre turque, à la hausse des primes de risque et à la baisse significative des réserves de devises, la Banque centrale a relevé ses taux directeurs de 550 points de base en janvier, augmentant ainsi les coûts réels de financement d'environ 250 points de base. D'autres mesures ont été mises en place en février pour freiner le crédit à la consommation.

Les deux principaux déséquilibres persistent

La croissance économique est faible, mais l'inflation globale, qui s'établit à environ 8,5 %, dépasse largement l'objectif officiel de 5 %. L'inflation sous-jacente est également en hausse et même supérieure à l'inflation globale. L'inflation élevée devrait persister en 2014, du fait des répercussions supplémentaires de la dépréciation de la livre turque et des augmentations des impôts indirects qui pourraient peser sur la compétitivité. Le déficit de la balance courante représentait près de 8 % du PIB fin 2013 et, malgré des progrès dans le rééquilibrage de la demande début 2014, la dégradation des termes de l'échange devrait se maintenir encore quelque temps au-dessus de 6 %. Le total des besoins de financement extérieur (pour financer le déficit et la dette extérieure arrivant à échéance) demeure considérable, à environ 28 % du PIB en 2014.

Un recours disproportionné à l'endettement extérieur à court terme pour financer le déficit de la balance courante a porté la dette extérieure totale à près de 47 % du PIB en 2013. L'amélioration des conditions offertes aux entreprises dans le secteur formel grâce à la mise en œuvre des réformes de la réglementation prévues dans le dixième Plan de développement 2014-2018, concernant par exemple le marché du travail, pourrait stimuler les investissements directs de l'étranger et réduire le recours à l'endettement extérieur.

Il y a à ce jour des signes de reprise

En partant du principe que la confiance va se rétablir sur le plan intérieur et que la confiance extérieure ne va pas se démentir, la croissance du PIB pourrait avoisiner 3 % en 2014 et 4 % en 2015. Des indicateurs à haute fréquence laissent entrevoir une amélioration de la confiance des ménages et des chefs d'entreprises début 2014, avec une accélération des exportations à mesure que l'effet de base du commerce de l'or se dissipera. Pour entretenir la confiance tout au long du cycle électoral (élections présidentielles en août 2014, et législatives en juin 2015), la politique macroéconomique devrait rester transparente et prévisible. La publication régulière des comptes consolidés des administrations publiques et l'établissement de rapports détaillés sur les activités des institutions quasi budgétaires contribueraient à préserver la confiance durement gagnée en l'intégrité des finances publiques. Les mesures macroprudentielles mises en place pour contrôler l'essor du crédit à la consommation doivent être maintenues, et il faudrait continuer à surveiller de près la qualité des concours aux entreprises. La politique monétaire devrait se concentrer résolument sur la désinflation pour stabiliser l'économie et minimiser les pertes de compétitivité.

Les risques de dégradation dominant

De nouvelles turbulences sur les marchés de capitaux générées par la normalisation attendue de la politique monétaire des États-Unis et l'intensification des tensions politiques internes constituent deux risques majeurs. Si l'un des deux se matérialisait, la confiance pourrait vaciller et des tensions pourraient survenir autour des financements étrangers. De plus, la stabilité financière pourrait être mise en péril si les coûts de financement devaient augmenter sensiblement. La Turquie serait également affectée négativement par un regain de tensions géopolitiques dans la région MENA ou par une faible croissance en Russie et en Ukraine, qui représentent à elles deux un quart des exportations. Côté positif, un rétablissement plus décisif de la confiance intérieure et extérieure et une reprise plus solide des échanges internationaux pourraient stimuler la croissance.

Chapitre 3

ÉVOLUTIONS DANS CERTAINES ÉCONOMIES NON MEMBRES



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2014 Issue 1

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2014-1-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2014), « Turquie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2014 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2014-1-37-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.